



ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1967



Claude Bourdet

candidat du parti
de votre avenir

Claude BOURDET, candidat du PSU et Conseiller municipal du XIII^e depuis 8 ans.

Né en 1909, après des études d'ingénieur, je me suis consacré aux problèmes économiques industriels.

Marié, 3 enfants, je suis entré dans la Résistance dès la fin de 1940.

— *Vous avez donc été l'un des premiers résistants ?*

— Oui, et c'est comme délégué du mouvement « Combat » que j'ai fondé, avec 14 autres camarades, le Conseil National de la Résistance, que présidait Jean Moulin. Mais, dans la lutte clandestine, j'ai été arrêté par les Allemands et déporté à Buchenwald. Libéré, j'ai été élu Président de l'Assemblée consultative et fait Compagnon de la Libération.

Suite page 8.

Paris en colère



Le Parti Socialiste Unifié propose aux électrices et aux électeurs de soutenir, le 5 mars, son programme d'alternative socialiste. Le PSU définit ainsi une perspective d'ensemble qu'il oppose au régime gaulliste, expression actuelle du néo-capitalisme. Les thèmes qui sont mis en avant sont à la fois une mise en cause fondamentale de notre société et une expression réaliste des solutions profondes aux difficultés innombrables qui accablent les travailleurs de ce pays. Notre souci est dans un même temps de nourrir une action politique immédiate et de proposer les lignes de réalisation du pouvoir socialiste.

Dans ces pages, nous chercherons à « personnaliser » nos propositions en les rapportant à la vie parisienne. C'est une optique volontairement limitée que de situer les solutions au niveau des quartiers et de l'agglomé-

ration parisienne. Mais c'est aux habitants et aux travailleurs de cette ville que nous voulons nous adresser, pour le présent et pour l'avenir et déterminer avec eux les grandes réformes essentielles qui nous permettraient de vivre justement, dignement et avec responsabilité à Paris.

Car cette ville est inhumaine ! cette ville où il faut attendre qu'il ait cessé de l'être pour placer un nourrisson dans une crèche ; cette ville où nos enfants s'entassent dans des casernes vétustes qu'on ose encore appeler écoles ; cette ville où il n'est plus de mise de choisir son futur métier mais bien de se précipiter dans n'importe quel collège technique où l'on aura chance de trouver une place, cette ville où chacun s'écrase dans un métro suranné pendant qu'on investit dans des axes routiers qui seront hors d'usage avant d'avoir servi ; cette ville où les logements sont surpeuplés, les immeubles séculaires ; cette ville où, si l'on mettait tous les enfants le même jour dans les squares, ils seraient 60 au mètre carré ; cette ville où si l'on faisait jouer tous les sportifs sur les terrains existants, ce serait pire que la place de la Concorde le jour de la libération de Paris...

Oui, il faut à nouveau libérer Paris ! Car non content d'être sous-formé dans ses écoles, écrasé dans ses déplacements, présurré dans ses loisirs, oppressé dans ses conditions de vie, le parisien est en outre un être asservi à qui l'on dénie même le droit

de se préoccuper de ses propres affaires.

Connaissez-vous beaucoup de villes de l'importance de Nice, Strasbourg ou Le Havre qui n'ait pas d'élus municipaux pour décider, au nom de la population, des choix à faire, des investissements à réaliser ? C'est pourtant le cas de chacun de nos arrondissements. Là, comme d'ailleurs pour l'ensemble de la ville, comme pour le district de la région, on pense pour vous, on décide sans que vous y ayez la moindre part. Cet asservissement n'explique-t-il pas les monstruosité de la vie parisienne ?



Plus que tous autres, les jeunes subissent une oppression considérable dans le régime social où nous vivons.

Il n'y a pas d'égalité des chances dans la formation qu'il reçoivent. Cette égalité peut pourtant être réalisée par l'aide à l'installation des jeunes ménages, la multiplication et la modernisation des crèches et écoles maternelles et plus généralement des équipements sociaux, l'organisation de la formation et de l'orientation professionnelles en considérant exclusivement les aptitudes particulières de chacun (à cet égard la construction de collèges d'enseignement technique doit être un effort prioritaire pour la région parisienne), la création d'une allocation pour les étudiants sur critères universitaires.

Il n'y a pas d'épanouissement personnel dans le cadre de vie qui est offert aux jeunes. Cet épanouissement

ABONNEMENT T.S.

- 1 an : 30 francs.
- 6 mois : 16 francs.
- 3 mois : 8 francs.

Nom :

Adresse :

.....

Ci-joint règlement :

- C.C.P. (5826-65 Paris).
- Chèque bancaire ;

TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, PARIS (15^e)

et les jeunes

La vie d'un travailleur

peut pourtant être réalisé par des conditions de logement décentes pour la famille permettant l'expression personnelle de l'enfant, par une ouverture sur la vie grâce aux classes de neige, classes de nature, le maintien des enseignements spéciaux de la Ville de Paris et la multiplication des expériences de mi-temps pédagogiques, par le droit aux vacances pour tous les jeunes (l'Etat doit subventionner largement les œuvres laïques de colonies de vacances), par la suppression du service militaire.

Il n'y a pas d'éducation démocratique sans participation à la vie de la communauté, que ce soit à l'école ou dans la cité. Rien n'existe aujourd'hui. Il faut reconnaître aux jeunes le droit d'être représentés dans des Conseils d'Etablissements (lycées, collèges techniques) participant à la gestion des ensembles scolaires. Les jeunes doivent être éligibles dans des comités de quartiers (base de l'organisation démocratique à Paris) afin de faire intervenir les réalités et les besoins des jeunes dans les plans d'équipements communaux.

Il n'y a pas de formation ouverte sur la vie dans le cadre de l'enseignement traditionnel. Une profonde réforme de l'enseignement s'impose. Mais, dans ce domaine, aboutir signifie des locaux (pas de classe de plus de 25 élèves), des maîtres qualifiés (dont la formation continue est indispensable), de nouvelles méthodes pédagogiques développant le sens critique et la participation aux responsabilités.



De 1954 à 1962, l'agglomération parisienne a vu sa population s'accroître de 740 000 personnes provenant d'autres régions. De 1962 à 1970, le nombre d'emplois de la région parisienne devrait passer de près de 4 millions à 4 660 000, et l'exode des provinces va continuer, et la poussée des jeunes va s'accroître ! Où les jeunes de la région parisienne, de plus en plus nombreux, vont-ils travailler ?

En août 1953 éclatait la longue grève des services publics ; en 1963 la longue lutte des mineurs de France. De plus en plus tend à se généraliser et à se coordonner le combat des travailleurs du secteur privé et des fonctionnaires de l'Etat. Et de plus en plus, ce qui est mis en cause, c'est l'ensemble du système mis en place par le néo-capitalisme. De plus en plus, les salariés mettent en cause, globalement, dans leurs luttes, les dé-

cisiones qui sont prises sans leur consultation et contre leur intérêt. Et, au fil des années, les travailleurs refusent de cautionner des réformes qui ne modifient que juste ce qu'il faut pour que l'ouvrier se taise. Combien de temps les forces du profit et du pouvoir pourront-elles contenir la colère populaire qui gronde ?

Dans les 20 dernières années, notre pays a connu un essor économique sans précédent. Parallèlement, malgré le peu de crédit qui y était affecté, la recherche scientifique et appliquée a réalisé des prodiges d'invention technologique. Et pourtant le progrès n'a pas profité aux travailleurs qui l'avaient créé, pourtant la durée hebdomadaire du travail n'a pas subi la diminution que ces progrès réels supposeraient, pourtant le pouvoir des salariés sur leur entreprise ne s'est pas accru alors que leur taille grandissait et la rendait ainsi plus difficilement contrôlable, pourtant la vie de ceux qui produisent n'a pas trouvé la sécurité que peut procurer une économie saine ; tout au contraire, la mobilité de l'emploi sans préparation du recyclage nécessaire, la tension exercée sur le marché du travail ont créé des conditions de désordre dans la prévision et de menace de chômage qui mettent en péril la condition individuelle de chacun.

Une autre politique est possible. Elle refuse les nouvelles formes d'aliénation de la société néo-capitaliste. Elle crée les conditions favo-

rables d'instauration du socialisme. Elle incite à une planification démocratique dans ses objectifs et impérative dans son application. Elle prend en considération les revendications des organisations syndicales, tant concernant les conditions de travail que la nécessité d'une gestion des entreprises au service de la collectivité. Elle dénonce l'imprévision et le refus de l'information objective, elle met en cause la répartition du progrès au seul bénéfice du profit. Le choix est clair ; il dépend de l'action de chaque travailleur.

Le 5 mars, le Parti Socialiste Unifié (PSU) va à Paris participer à la bataille électorale en se battant pour des idées. Il faut nous aider à trouver les moyens financiers, hélas ! indispensables.

Pour cela, un moyen bien simple, envoyez-nous votre obole :

*C.C.P. Philippe Laubreaux
81, rue Mademoiselle
23.821-04*

et pour faire participer vos amis à notre combat politique commun, demandez-nous des bons de soutien.

L'enjeu

Claude Bourdet

Qu'est-ce que le gaullisme ? De Gaulle, son prestige, sa propagande nous cachent des réalités simples. Le gaullisme, c'est d'abord le règne des classes fortunées, plus précisément le gouvernement des banques et des milieux d'affaires. Ce ne sont pas là de vaines accusations et les habitants du 13^e le savent mieux que quiconque. Quel que soit le domaine considéré, les riches sont les premiers servis, les autres n'ont que des miettes. L'effort pour le logement social et populaire se rétrécit au lieu d'être multiplié. Le fichier des mal-logés ne diminue pas ; un studio se loue couramment 50.000 anciens francs par mois : mais on a construit tant de logements de luxe qu'il en reste 40.000 de vides dans la région parisienne. Les écoles sont trop pleines, les maternités débordent. Il y a trop peu d'instituteurs et de professeurs. Les personnes âgées voient leur situation empirer et reçoivent moins de 500 AF par jour, beaucoup moins que le minimum prévu en 1961.

Pendant ce temps, les profits montent en flèche. L'ambitieuse « force de frappe » n'a ni réalité militaire ni importance diplomatique, mais les centaines de milliards qu'elle coûte ne sont pas perdus pour tout le monde : Dassault, grand financier du R.P.F. et de l'U.N.R. depuis 1947, a reçu le prix de ses services et accru sa fabuleuse fortune en nous vendant ses « Mirage » déjà désuets. Les fabricants de matériel de guerre atomique et électronique accumulent les contrats aux dépens de la recherche

pacifique sacrifiée. La spéculation foncière n'est plus seulement tolérée mais ouvertement encouragée. Pour la première fois, on confie une rénovation urbaine, celle du secteur Italie, à un trust financier, ami du gouvernement, qui accumulera une centaine de milliards, au moins, de bénéfices, et pourra expulser vers la périphérie les travailleurs incapables de payer les loyers exigés.

Enfin, en refusant de réformer honnêtement la fiscalité, en imposant par contre une politique financière de restrictions et de brimades, le gouvernement frappe à la fois les salariés et les petites et moyennes entreprises à la trésorerie insuffisante.

C'est de la façon la plus claire le « *gouvernement des banques par les banques, et pour les banques* ».

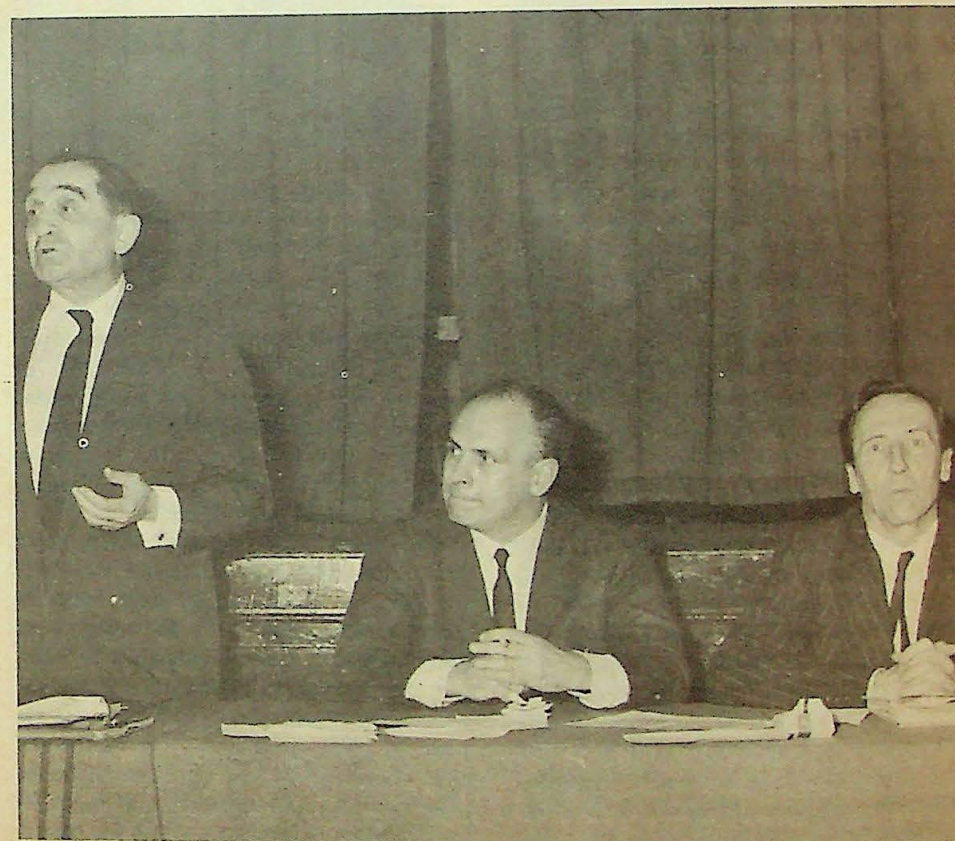
Les hommes d'esprit socialiste en France ont fait beaucoup d'erreurs, mais ils ne sont pas, comme l'U.N.R. et les autres réactionnaires, soumis aux intérêts des grandes banques. Leurs erreurs peuvent être corrigées, leur division est en train de cesser. Depuis que le Parti Socialiste Unifié existe, il n'a cessé de travailler à la fois à la réunification et à la modernisation de la Gauche, luttant contre les guerres coloniales, pour l'indépendance à l'égard des blocs militaires, pour une décentralisation démocratique et opposant au gaullisme un « contre-plan » méthodiquement étudié.

Nous aurions même voulu — et nous avons proposé — qu'un véritable programme commun soit rédi-

gé et que, dans chaque circonscription de France, un seul candidat, choisi par accord de toute la gauche, porte dès le premier tour les espoirs des forces populaires.

Cela n'a pas été possible. Mais les accords passés par notre Parti, par la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste et par le Parti Commu-

niste garantissent qu'au second tour au moins, l'unité de la Gauche sera totale et le choix pour les électeurs sera simple. Aujourd'hui il s'agit de porter en avant le candidat qui vous représentera le mieux. Défenseur depuis 8 ans de la population du 13^e au Conseil municipal de Paris, je serai heureux d'être celui-là.



Les erreurs peuvent être corrigées

Transformer le XIII^e

Robert Michel



Faire tout le contraire

A l'opposé du bilan de faillite de l'U.N.R., voici ce que propose le PSU pour l'aménagement humain du 13^e :

2.000 H.L.M. par an.

Logement : Il faut construire 3.000 appartements par an dans le 13^e, dont 2.000 H.L.M. à louer (au lieu de 700 pour tout Paris l'an dernier). C'est la seule façon de donner un toit aux 15.000 familles mal logées du 13^e et aux nouveaux jeunes ménages. Les terrains existent pour bâtir des H.L.M. : rues Charles-Fourrier, Amiral-Mouchez, boulevard de la Gare, gare des Gobelins, boulevard Masséna...

Bref, il faut faire tout le contraire de ce qu'a décidé le gouvernement gaulliste qui a confié la rénovation du quartier Italie aux sociétés immobilières capitalistes, qui vont en

chasser les familles ouvrières (75 % des habitants du quartier) pour louer, moyennant bénéfiques, des familles aisées. Claude Bourdet a proposé un contre-plan d'aménagement de ce quartier pour y bâtir 7.000 H.L.M. au lieu des 3.650 prévues par le projet. Dans les autres zones de rénovation (Bièvre, Deux-Moulins, Lahire-Clisson...) les loyers sont nettement trop chers. La population doit être associée à la conception de ces cités.

Réquisition des logements vides.

Les expulsions sans relogement préalable doivent être définitivement interdites. Les appartements neufs inoccupés depuis trois mois, doivent être réquisitionnés et loués par la Ville de Paris, au prix des H.L.M.

Equipement scolaire.

Le PSU réclame la construction des C.E.S. (collèges d'enseignement secondaire) Kellermann et Edison, l'ouverture de classes dans le quartier du quai d'Austerlitz, l'augmentation du nombre de places dans les collèges d'enseignement technique et les C.E.I., en attendant la mise en place d'une réforme novatrice.

Pour les jeunes.

Il faut obtenir la création d'un club de jeunes dans chaque quartier (pour compléter la maison de la Poterne et la future maison de la place d'Italie), ces clubs étant gérés par

Robert Michel

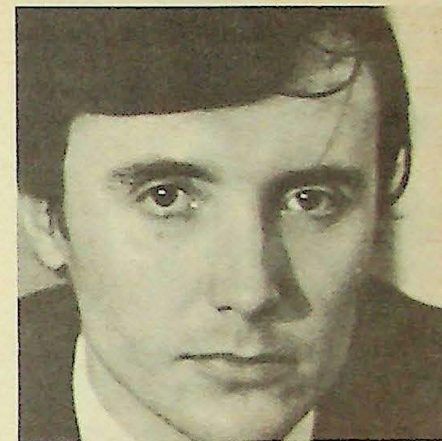
28 ans

Né dans l'Allier d'une famille ouvrière poussée de la campagne vers la ville.

A commencé à travailler à 16 ans au Crédit Lyonnais.

Syndicaliste C.F.D.T.

Délégué de Comité d'Entreprise



les jeunes eux-mêmes. Le PSU réclame en outre l'achèvement rapide des piscines prévues dans le 13^e.

Equipement sanitaire et social : le PSU réclame le lancement dans le 13^e — où la tuberculose atteint un taux record — d'une expérience pilote de lutte préventive (appuyée sur le dispensaire Charles-Moureu) ; il demande la construction (toujours retardée) de l'hôtel maternel de la rue Nationale, le développement des expériences de médecine sociale moderne (centres des rues du Moulinet, de la Colonie, porte de Choisy), l'ouverture de 10 crèches nouvelles sur l'arrondissement.

Emploi.

Le PSU exige l'interdiction de toute suppression d'emploi dans le 13^e sans offre préalable de réemploi aux travailleurs concernés : c'est l'in-

verse que fait le pouvoir gaulliste en organisant la fermeture progressive de la SNECMA (après celle d'une partie de La Précision Mécanique) sans qu'un nouvel emploi convenable, assorti de possibilités de logement, de transport et de salaires égaux, soit garanti.

Transports

La priorité immédiate doit être donnée au rétablissement des autobus le dimanche et à l'installation de feux aux croisements dangereux, où les accidents sont nombreux, parfois mortels. Des navettes d'autobus doivent être établies aux heures de pointe, et le métro prolongé d'Austerlitz à la porte d'Ivry et de la place d'Italie à la Cité Universitaire. Des parkings doivent être créés, notamment sous le métro aérien et aux portes.

Les loisirs



De tous temps, le divertissement a représenté pour l'homme la possibilité de sortir du cadre de son travail et d'acquiescer un repos physique ou intellectuel. Dans la vie de la société bourgeoise, le temps des loisirs ne représentait, pour l'ouvrier, que le strict temps nécessaire pour reconstituer sa force de travail. Mais peu à peu, l'évolution des techniques, la diffusion de la culture ont permis aux classes populaires d'obtenir, par leur lutte, le « temps de vivre ». L'étape la plus importante a été le vote des lois sociales de 1936. Il faut aujourd'hui aller plus loin, obtenir le retour aux 40 heures sans diminution de salaire, puis l'abaissement à 35 heures hebdomadaires. Les bouleversements technologiques, l'expansion économique permettent de satisfaire cette revendication ; seule la recherche de profits gigantesques par les capitalistes s'y oppose.

Mais que faire de ce « temps de

vie » arraché à la servitude de la machine et du patron ? Le Mouvement Ouvrier, faute d'avoir pu proposer une organisation des loisirs et des modèles culturels à caractère socialiste, a dû laisser le néo-capitalisme reprendre d'une main ce qu'il avait cédé de l'autre. Ajoutant l'exploitation du consommateur à l'exploitation du salarié, il a inventé de « vendre du loisir ». Et le loisir n'est pas un produit de consommation courante ; c'est à un véritable commerce de luxe qu'il a donné naissance. De la neige au cinéma en passant par l'appareil à sous et autres « loteries » tiercés, tous sont vendus à prix d'or. Les socialistes doivent modifier cette situation, proposer une organisation des loisirs se réclamant des formes communautaires qui ont toujours marqué la doctrine socialiste.

Décentraliser et essayer un ou plusieurs foyers de jeunes par quartiers est bien préférable à une seule grande réalisation qui ne recoupe qu'une infime minorité d'usagers ; développer et moderniser les bibliothèques dans chaque quartier de Paris pour en faire de véritables foyers de culture populaire gérés par les usagers et non un simple organe administratif ; réaliser le plein emploi des grands complexes sportifs, bien équipés, et qui permette à chacun de pratiquer le sport de son choix, individuel ou collectif. Tels sont quelques éléments d'une véritable politique socialiste des loisirs à opposer à l'utilisation de notre temps par les « marchands de rêves ».

Des femmes responsables



Notre ambition pour tous les travailleurs — y compris les femmes — c'est de réaliser les conditions nécessaires pour qu'ils puissent être réellement responsables de la société à laquelle ils appartiennent. Cette ambition est possible à réaliser.

Les femmes doivent devenir libres et responsables dans leur travail. Cet objectif sera atteint par la réduction de la durée du travail permettant aux femmes de ne plus être accablées par les tâches ménagères et aux hommes de mieux participer à l'éducation des enfants ; par l'égalité de salaire à travail égal quel que soit le sexe ou la nationalité ; par des efforts prioritaires pour la formation professionnelle des jeunes filles, actuellement totalement déficiente ; par la possibilité donnée aux travailleuses de perfectionnement professionnel et d'accès aux responsabilités.

Les femmes doivent devenir libres

et responsables dans leur vie de famille. Nous voulons réaliser cette aspiration en permettant à chacun de vivre dans un logement où la famille ne s'entasse plus et où le seul coin tranquille de la femme ne soit plus la cuisine ; en organisant des équipements collectifs qui permettent, dans un petit quartier, une aide quotidienne pour le ménage, la lessive, etc. ; en construisant en plus grand nombre des crèches, des écoles maternelles, des maisons de loisirs pour enfants ; en réformant le régime matrimonial pour permettre à la femme de partager l'autorité du chef de famille dans tous les domaines.

Les femmes doivent devenir libres et responsables dans leur vie sociale. Cela suppose d'assurer aux femmes la possibilité et le choix de leur participation à la vie civique et politique en les déchargeant d'une partie de leurs tâches de mère et de travailleuse et en les incitant à prendre des responsabilités, en particulier dans les Comités de quartier. Cela suppose d'assurer aux femmes la possibilité et le choix de leurs loisirs en assurant une réglementation très stricte de la durée du travail et en associant les femmes à la conception des loisirs qui sont offerts sur le plan de leur quartier ou de leur ville. Cela suppose d'assurer aux femmes la possibilité et le choix de leur maternité en allongeant la durée du congé de maternité et en abrogeant toutes les dispositions légales interdisant le contrôle des naissances.

Il faut donner à Paris figure humaine

RENDRE A PARIS SON INDEPENDANCE : *il faut arracher le district de la région parisienne à la mainmise directe du Premier ministre, il faut que cesse cette dictature dédaigneuse des technocrates du régime et des trusts privés qui, sous le vocable de « Sociétés d'économie mixte », façonne, à notre place et pour leur plus grand profit, les moindres détails de notre existence privée et communautaire.*

Paris n'est certes pas une ville comme les autres mais ce n'est pas parce qu'elle abrite les sièges nationaux de l'administration et des grandes entreprises qu'elle n'a pas vocation, avec son environnement naturel, à constituer une région française qui, comme les autres, a droit à son autonomie administrative et économique dans le cadre de la vie et de l'expansion du pays.

Nous réclamons donc une personnalisation de la région parisienne distincte de son rôle national, parce que c'est ce que nous réclamons pour toutes les régions françaises, parce que cette réforme est le prix d'une véritable liberté dans l'expansion.

FAIRE POUR PARIS DES CHOIX PRIORITAIRES : *à notre sens et aujourd'hui quatre choix importants doivent être faits sur Paris :*

le logement, par la municipalisation du sol, le doublement des constructions de H.L.M. prenant en compte les problèmes particuliers des jeunes ménages et des célibataires et la mise en place d'une politique démocratique des loyers ;

— l'école, par une réforme complète de l'enseignement à tous les degrés, un renouvellement des pédagogies, une formation continue des enseignants, une scolarité donnant vraiment leur chance à tous, particulièrement dans l'université ;

— les moyens de communication, par la priorité accordée aux transports publics, leur multiplication et leur modernisation ;

— la santé, par une réforme complète du système hospitalier et du rôle des médecins faisant de la santé un droit pour tous aussi bien par l'efficacité des soins que par leur gratuité.

DONNER A PARIS UNE GESTION DEMOCRATIQUE : *il faut que les citoyens puissent participer à la vie de leur ville ; il faut donc que la structure de cette ville gigantesque prenne taille humaine. Pour cela nous proposons un découpage en quartiers puis communes puis pour la région parisienne, en communautés d'agglomération ayant chacune sa compétence et étant chacune dirigée par des assemblées élues au suffrage direct. Il faut que cesse le régime des notables et des petites combines ; il faut que ce soit les élus des travailleurs qui décident de l'intérêt commun et il faut en même temps que les Parisiens participent à la vie de leur ville par les pouvoirs de contrôle et de gestion accordés aux assemblées d'usagers (locataires, jeunes, syndicats, etc.).*

Dans les grandes agglomérations comme Paris, la vie démocratique doit passer par des micro-réalisations à la taille du quartier. Ces micro-réalisations seront avant tout de type culturel, scolaire et social. C'est à ce prix que les plans d'ensemble sauront se mettre à la portée de tous.

FAIRE DE PARIS UNE VILLE SOCIALISTE : *nous savons bien que les quelques options que nous venons de donner pour Paris n'ont de sens que dans une politique socialiste. Nous croyons donc qu'à Paris, nous avons besoin d'une planification qui permette le plus juste partage du revenu national, l'expression de la liberté et de la responsabilité des travailleurs.*



Les positions du PSU sur les institutions, la planification, les nationalisations, la justice fiscale, la politique sociale, la politique internationale, seront développées dans un prochain numéro « spécial élections » de Tribune Socialiste.

Mendès France dans le XIII^e

Pierre Mendès France, candidat du PSU à Grenoble, est venu récemment dialoguer avec les habitants du XIII^e arrondissement et soutenir les efforts de la section locale du PSU. Aux côtés de Gilles Martinet, secrétaire général adjoint du PSU, et de Claude Bourdet, conseiller municipal du XIII^e, il a fait un compte rendu de « la Rencontre socialiste de Grenoble », qui a concrétisé l'effort de renouveau socialiste dans notre pays. Syndicalistes, militants politiques et représentants des clubs y ont exprimé leur volonté d'un programme commun renouvelé de la gauche et fait le point des efforts entrepris en France dans ce sens.

CLAUDE BOURDET

(suite de la page 1)

— C'est alors qu'a commencé votre carrière de journaliste ?

— Pas exactement. J'ai collaboré à la presse dès l'avant-guerre et di-

rigé le journal « Combat » dans la clandestinité. Je suis également devenu à ce moment-là directeur de la Radio. Ayant quitté le quotidien « Combat » en 1950, j'ai fondé « France-Observateur ».

— Vous êtes entré au Conseil municipal en 1959 ?

— Oui. Cela a été la première victoire de la gauche nouvelle à Paris, et dans le XIII^e précisément. La guerre d'Algérie avait amené la droite gaulliste au pouvoir. Les adversaires les plus résolus de la guerre se sont regroupés au sein du P.S.U. et ont donné le branle aux grandes manifestations de rues qui ont accéléré le revirement de l'opinion et les négociations. Après six années de mandat à l'Hôtel de Ville, j'ai été réélu en 1965 sur la liste d'Union démocratique du XIII^e, qui a battu les gaullistes. Et depuis j'ai continué la lutte municipale sur les divers fronts : pour les logements sociaux et contre la rénovation spéculative du quartier Italie ; pour la municipalisation du sol à bâtir ; pour la multiplication des classes et des lycées techniques ; pour l'élévation des retraites ; contre la fermeture d'usines dans le XIII^e sans reclassement préalable des travailleurs ; pour la création de nouvelles Maisons de jeunes...

— Et le Vietnam ?

— Dès 1947 j'ai lutté contre la première guerre d'Indochine. En 1956, j'ai été emprisonné à cause de mon action contre la guerre d'Algérie. Je n'ai pas changé d'avis sur

Ces personnalités et ces syndicalistes soutiennent la candidature de Claude Bourdet

Pierre MENDÈS FRANCE ;
Gaston BAROT, ingénieur ;
Françoise BROUSSEAU, institutrice ;
Sabine BROSKIEWICZ, libraire, présidente du ciné-club Maison Blanche ;

P.-H. CHOMBART DE LAUWE, sociologue, maître de recherches au C.N.R.S. ;
Dr Paul COURT, médecin des services antituberculeux du 13^e ;
Georges CONCHON, prix Goncourt ;
Yvan CRAIPEAU, professeur, déporté ;
Nelly CRU, employée, mère de famille ;

Pour mieux connaître le P.S.U.

Demandez au Parti Socialiste Unifié de vous envoyer une documentation complète sur son but et ses activités.

Retournez ce bulletin au siège du P.S.U. du XIII^e (25, rue du Moulinet).

Nom et prénom

Adresse

Désire mieux connaître (au choix) :
— Le programme national du P.S.U.
— Son activité dans le XIII^e arrondissement.

Le second conflit vietnamien et je me suis efforcé de regrouper les adversaires de l'agression américaine au sein du Comité français de soutien au peuple vietnamien. Dans un domaine voisin le Mouvement contre l'Armement Atomique (M.C.A.A.) se développe ; il fait partie de la « Confédération internationale pour le désarmement et la paix » dont je suis un des vice-présidents.

Michel DEMERSEMAN, instituteur, responsable syndical ;
André DEPARIS, surveillant général de collège technique ;
Michel GERMONT, ébéniste, du Comité de défense des expulsés du 13^e ;
Michel GRIMAL, technicien, président du syndicat de l'association pour la formation professionnelle des adultes ;
Geneviève HILLEREAU, conseillère pédagogique ;
Pierre MARCHI, secrétaire du syndicat des services centraux E.D.F. (ouvriers-employés) ;
Gilles MARTINET, secrétaire général adjoint du PSU ;
Marie-Thérèse MATHIEU, élue administratrice de la Caisse des Ecoles, secrétaire adjointe du Cartel d'action Laïque du 13^e ;
Suzanne et Gilbert PRE, militants des organismes de défense des expulsés du quartier Italie ;
Michel ROCARD, membre du secrétariat national du PSU ;
Jean RUEL, technicien, syndicaliste, secrétaire du groupe PSU de la SNECMA ;